

surtout depuis le départ de lord Dorchester, le peuple de la Province de Québec avait été constamment en butte à l'injustice, à la persécution, voire même à la tyrannie, enfin qu'il avait été mal gouverné. On criait bien haut que les autorités anglaises se croyaient tenues d'écraser le faible sans se soucier de ses lamentations et de ses protestations les plus justifiées ; que certains gouverneurs avaient agi contrairement aux règles tracées par la constitution britannique ; que les deniers du peuple étaient dilapidés, sans égard à ses privations et à ses souffrances ; qu'une certaine presse ne se lassait pas de jeter le mépris et l'insulte à la face de ce même peuple.

Il importait donc de mettre un terme à ce système d'oppression, vieux de trois quarts de siècle. Mais comment ? Quels moyens prendre pour amener l'Angleterre à mieux comprendre la situation faite aux Canadiens-français par cette petite armée de fonctionnaires et de personnages à la solde du gouvernement de la Province ? C'est alors que Papineau, député